

Marie-Louise Fort

Yonne (3^{ème} circonscription)

Mandat(s)

Élue le 17 juin 2007; date de début de mandat : le 20 juin 2007 (Élections générales)

Groupe(s)

Membre du groupe politique Union pour un Mouvement Populaire [27 juin 2007]

NOMINATIONS

Commissions

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. 28 juin 2007 - J.O. 3 juillet 2008]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. 17 octobre 2007]

Vice-Présidente de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. 19 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. 2 avril 2008 - 26 janvier 2010]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés le 14 mai 2008 [J.O. 15 mai 2008]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 3 juillet 2008 - J.O. 1^{er} avril 2009]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar amendant la convention du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions et l'accord sous forme d'échange de lettres du 12 janvier 1993 ([n°1059](#)) le 30 septembre 2008

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 1^{er} avril 2009 - J.O. 30 avril 2009]

Rapporteur de la proposition de loi visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes ([n°1538](#)) le 1^{er} avril 2009

Rapporteur de la proposition de loi tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux ([n°1789](#)) le 1^{er} avril 2009

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 30 avril 2009 - J.O. 11 juillet 2009]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ([n°1521](#)) le 5 mai 2009

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles ([n°1592](#)) le 5 mai 2009

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 11 juillet 2009 - J.O. 17 juillet 2009]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 17 juillet 2009 - J.O. 26 janvier 2010]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ([n°1850 rectifié](#)) le 14 octobre 2009

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [J.O. 10 décembre 2009 - 6 juillet 2010]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. 26 janvier 2010 - J.O. 29 janvier 2010]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 29 janvier 2010]

Membre de la commission d'enquête sur la manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe A (H1N1) [J.O. 31 mars 2010 - 17 février 2010]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat le 6 juillet 2010 [J.O. 7 juillet 2010]

Membre de la commission des affaires européennes [J.O. 15 décembre 2010]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise ([n°3315 rectifié](#)) le 12 juillet 2011

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi sur l'enfance délaissée et l'adoption [J.O. 14 octobre 2011 - 21 mai 2012]

Groupe d'amitié

Présidente du groupe d'amitié France-République d'El Salvador [27 septembre 2007]

Organe extra-parlementaire

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales [10 février 2010]

Missions temporaires

Dispositifs d'aide aux victimes auprès du Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration [J.O. 11 novembre 2011 - 28 mars 2012]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar amendant la convention du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions et l'accord sous forme d'échange de lettres du 12 janvier 1993 (n°1059) [8 octobre 2008] ([n°1149](#))

Rapport d'information [n°1361](#) déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'un groupe de travail commun avec la commission chargée des affaires européennes créé le 19 décembre 2007, sur le processus de réforme et d'adhésion à l'Union européenne de la Turquie [19 décembre 2008]

Proposition de loi [n°1538](#) visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes [18 mars 2009]

Rapport déposé au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, après engagement de la procédure accélérée, de Mme Marie-Louise Fort et plusieurs de ses collègues visant à identifier, prévenir, détecter et lutter contre l'inceste sur les mineurs et à améliorer l'accompagnement médical et social des victimes (1538) [8 avril 2009] ([n°1601](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (n°1521) [12 mai 2009] ([n°1660](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles (n°1592) [12 mai 2009] ([n°1662](#))

Proposition de loi [n°1713](#) visant à améliorer la protection des mineurs face à la pédocriminalité [3 juin 2009]

Rapport déposé au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi , modifiée par le Sénat, tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux (n°1789) [15 juillet 2009] ([n°1840](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n°1850 rectifié) [18 novembre 2009] ([n°2082](#))

Rapport d'information [n°2707](#) déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le rôle de la Turquie sur la scène internationale [7 juillet 2010]

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise (n°3315 rectifié) [29 novembre 2011] ([n°4013](#))

Rapport d'information [n°4405](#) déposé par la commission des affaires européennes sur les relations entre l'Union européenne et la Chine [23 février 2012]

Proposition de résolution européenne [n°4406](#) sur les relations entre l'Union européenne et la Chine [23 février 2012]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. Perspectives](#) [1^{er} novembre 2007] (p. 3628)

[Enseignement supérieur. Licences. Taux de réussite. perspectives](#) [8 mai 2008] (p. 1955)

[Relations internationales. Politique économique. Crise financière. sommet Asie-Europe. conclusions](#) [29 octobre 2008] (p. 6392)

[Aménagement du territoire. Perspectives. Services publics. restructuration. compensation](#) [21 janvier 2009] (p. 668)

[Transports ferroviaires. TGV. Lignes. maintien](#) [20 janvier 2010] (p. 156)

[Femmes. Réglementation. Port du voile intégral. perspectives](#) [31 mars 2010] (p. 1859)

[Femmes. Réglementation. Port du voile intégral](#) [12 mai 2010] (p. 3166)

[Assurances. Entreprises. Assurance-crédit. bilan et perspectives](#) [9 février 2011] (p. 812)

[Droit pénal. Agressions sexuelles. Inceste. rapport au Parlement. publication](#) [10 mars 2011] (p. 1592)

[Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Aide aux victimes. bilan et perspectives](#) [23 février 2012] (p. 1399)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

[n°164](#), posée le 25 mars 2008. Logement : aides et prêts. Subventions de l'ANAH. Conditions d'attribution (J.O. Questions p. 2478)

[n°188](#), posée le 8 avril 2008. Logement : aides et prêts. Subventions de l'ANAH. Conditions d'attribution (J.O. Questions p. 2907). Appelée le 9 avril 2008 (p. 1359)

[n°1755](#), posée le 21 février 2012. Télécommunications. Haut débit. Couverture du territoire. Yonne (J.O. Questions p. 1428). Appelée le 29 février 2012 (p. 1516)

DÉBATS

(à compter du 1^{er} octobre 2009 et jusqu'au 6 mars 2012)

Inde : utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

(Loi 2009-1492 du 4 décembre 2009 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire)

1^{ère} lecture

Projet de loi n° 1982 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [24 novembre 2009]

Son intervention ([p.9680](#))

Police et sécurité : lutte contre l'inceste sur les mineurs et accompagnement des victimes

(Loi 2010-121 du 8 février 2010 tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux)

2^{ème} lecture

Rapport n° 1840 sur la proposition de loi , modifiée par le Sénat, tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux (n°1789)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [26 janvier 2010]

Son intervention ([p.503](#))

Société : respect des valeurs
républicaines face au développement
de pratiques radicales y portant atteinte

Proposition de résolution n° 2455 sur l'attachement au respect des valeurs républicaines face au développement de pratiques radicales qui y portent atteinte

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [11 mai 2010]

Son intervention ([p.3188](#))

Affaires étrangères : action extérieure de l'État

(Loi 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat)

1ère lecture

Rapport n° 2513 sur le projet de loi , adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'action extérieure de l'État (n°2339)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [5 juillet 2010]

Son intervention ([p.](#))

Société : interdiction de la dissimulation
du visage dans l'espace public

(Loi 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant
la dissimulation du visage dans l'espace public)

1ère lecture

Rapport n° 2648 sur le projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (n°2520)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [7 juillet 2010]

Son intervention ([p.5398](#))

Roumanie : protection des mineurs isolés
en France, retour dans leur pays d'origine
et lutte contre les réseaux qui les exploitent

1ère lecture

Rapport n° 2839 sur le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs (n°2503)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [7 octobre 2010]

Son intervention ([p.](#))

Antigua et Barbuda : échange de
renseignements en matière fiscale

(Loi 2010-1383 du 13 novembre 2010 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

1ère lecture

Rapport n° 2788 sur: - le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Antigua et Barbuda relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n°2587) - le projet de loi de MM. le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères et européennes autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Grenade relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n°2588) - le projet de loi de MM. le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères et européennes autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte Lucie relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n°2589) - le projet de loi de MM. le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères et européennes autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Saint Vincent et les Grenadines relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n°2590) - le projet de loi de MM. le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères et européennes autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Saint Christophe et Niévès relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (n°2591)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [7 octobre 2010]

Son intervention ([p.](#))

Débat sur "Europe et Méditerranée"

Son intervention [30 mars 2011] ([p.2205](#))

Anguilla : échange de
renseignements en matière fiscale

(Loi 2011-1287 du 13 octobre 2011 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Anguilla relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

1ère lecture

Projet de loi n° 3649 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Anguilla relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3657 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3658 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île de Man en vue d'éviter la double imposition des entreprises exploitant, en trafic international, des navires ou des aéronefs)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3656 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3653 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3651 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Belize relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3652 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3655 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement des îles Cook relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3650 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, au titre des Antilles néerlandaises, relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3654 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale)

(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 3703 autorisant l'approbation du protocole d'amendement à la convention du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [3 octobre 2011]

Son intervention ([p.5780](#))



Son intervention ([p.7403](#))

[Anciens combattants : formations
supplémentaires des forces armées \(contribution
en faveur des Français rapatriés\)](#)

(Loi 2012-326 du 7 mars 2012 relative aux
formations supplémentaires des forces armées)

1ère lecture

Rapport n° 4331 sur la proposition de loi , adoptée par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (n°4194 rectifié)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [20 février 2012]

Son intervention ([p.1263](#))